



**BRÉSIL**



**D 2213 • Br29**  
1-15 avril 1998

**MOTS-CLEFS**  
Écologie  
Paysans  
Entreprise

## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

# **LA FORÊT AMAZONIENNE SOUS LA COUPE DES MARCHANDS DE BOIS**

*Des incendies dus à la sécheresse créée par le phénomène météorologique de El Niño détruisent actuellement des milliers d'hectares de forêt amazonienne dans l'État de Roraima au nord-ouest du Brésil et y mettent en péril la population indienne des Yanomami. Juste avant que ne se déclenche cet incendie, on constatait que plus de 10 % de la déforestation de la région amazonienne avait eu*

*lieu ces trois dernières années. À elle seule, cette donnée souligne la gravité présente de la situation. Que se passe-t-il du côté des grands propriétaires fonciers, des petits exploitants agricoles et de l'incursion redoutable des marchands de bois ? Y-a-t-il une politique du gouvernement brésilien en la matière ? Article de Carlos Tautz, paru dans Noticias Aliadas, 12 février 1998.*

Au rythme actuel de sa destruction, la forêt amazonienne du Brésil - qui a la plus grande biodiversité de la planète - semble être en voie de disparition.

La destruction de l'Amazonie - une région qui représente 63,8 % des 8,5 millions de km<sup>2</sup> du territoire brésilien - a déjà atteint 510 000 km<sup>2</sup>, plus du double de la superficie de l'État de São Paulo, selon les données de l'Institut national de recherches spatiales (INPE).

Mais le plus inquiétant dans ces données de l'INPE - une entreprise publique considérée comme l'organisme de surveillance par satellite le plus compétent du monde -, c'est que 11 %

environ de toute la déforestation de la région amazonienne a eu lieu dans les trois dernières années, sous le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso, qui a commencé son mandat le 1er janvier 1995.

Cette année-là un record historique fut atteint, avec 29 000 km<sup>2</sup> de coupes de bois, une superficie plus grande que celle de l'État de Sergipe et du district fédéral réunis.

Cette superficie dépasse de près de 37 % la moyenne annuelle de la période 1978-1988, appelée décennie de la destruction, qui a entraîné une grande immobilisation internationale pour la protection de l'Amazonie.

Pour ne pas être aussi décourageant, l'INPE signale la tendance à une réduction des coupes de bois à partir de 1997, une évaluation qui a provoqué la réaction d'autres organismes préoccupés par la destruction de l'Amazonie.

"Bien que la projection pour 1997, réalisée par l'INPE dans ce qu'on appelle les zones critiques, signale une tendance à la réduction avec 13 000 km<sup>2</sup> de forêt abattue, ce chiffre est extrêmement élevé, supérieur au chiffre de 1991 (11 000 km<sup>2</sup>)", déclare l'ISA (Institut de l'environnement et de la société), un organisme de défense du milieu de vie et des droits des

### **SOMMAIRE**

> **BRÉSIL** : La forêt amazonienne sous la coupe des marchands de bois (1-2)

> **ÉQUATEUR** : Une revendication indigène : un État plurinational et multiethnique (3-5)

> **CHILI**, avec quelques aperçus sur d'autres pays d'Amérique latine : Course aux armements et lutte contre la pauvreté (7-12)

## Coupes de bois en Amazonie

Période	Surface en km <sup>2</sup>
1978 - 1988*	21 130
1989	17 860
1990	13 810
1991	11 130
1992	13 786
1993 - 1994*	14 896
1995	29 059
1996	18 161
1997	13 037

\* Moyenne annuelle  
Source : INPE

peuples indigènes brésiliens.

“Les chiffres montrent que le gouvernement n’a pas réussi à contrôler l’abattage. En 1991, quand les indices étaient réellement bas, le gouvernement avait la possibilité de commencer une action, mais il ne l’a pas fait. Les chiffres de 1997 sont supérieurs à ceux de 1991”, selon João Paulo Capobianco, coordinateur de l’ISA.

Le gouvernement a même essayé de rejeter la faute des abattages sur les installations humaines réalisées en vue de la réforme agraire.

Eduardo Martins, président de l’organisme gouvernemental IBAMA (Institut brésilien du milieu de vie et des ressources naturelles renouvelables), dit que la plus grande partie des coupes ont eu lieu dans les petites propriétés, situées dans les aires d’installation. Mais les recherches de l’INPE montrent qu’en 1995, 21 % des superficies abattues se trouvaient dans les propriétés de moins de 15 ha et 27 % dans les propriétés entre 15 et 20 ha. Les propriétés de plus de 1 000 ha étaient responsables de 11 % des coupes en 1995 et 24 % en 1996.

Mais cela n’est qu’une partie de l’histoire. L’INPE a innové dans sa méthodologie, en présentant les pourcentages de coupes selon la typologie végétale. Les chiffres montrent que les régions où se trouvent les espèces de bois ayant un intérêt économique (forêt dense et forêt claire) concentrent plus de 50 % des superficies coupées. “Ce fait peut prouver qu’il y a un changement dans l’occupation de la région. Les entreprises forestières en viennent à avoir un rôle prépondérant dans la destruction des forêts, à la place des grands projets agricoles financés dans le passé par des avantages fiscaux”, affirme l’ISA dans un communiqué.

En 1996, les entreprises forestières asiatiques - qui sont attirées par l’acajou et d’autres bois précieux menacés d’extinction - ont déjà investi au Brésil environ 350 millions de dollars, selon des données non officielles.

Une autre préoccupation des spécialistes est que la recherche de l’INPE n’inclut pas d’informations importantes sur la qualité de la coupe. Cette omission, font-ils remarquer, fausserait la recherche.

Les images transmises par satellites de l’INPE n’enregistrent pas, par exemple, le feu sous la canopée, et elles ne localisent pas non plus la coupe sélective des espèces de bois les plus chères.

“Les études faites par l’INPE sont les meilleures du monde. Mais telles qu’elles sont faites, avec des images du satellite Landsat, qui utilise la lumière visible pour détecter l’abattage, elles ne révèlent pas une bonne partie de ce qui se passe sous le tapis vert apparent. La végétation amazonienne souffre d’une dégradation qui n’est pas enregistrée”, affirme dans le quotidien *Jornal do Brasil* le biologiste Daniel Nepstad, de l’IPAM (Institut de recherches amazoniennes).

L’IPAM révèle aussi au *Jornal* que dans une étude réalisée dans un rayon de 30 km autour de la ville de Paragominas, dans le Pará, dans une région où se trouvent près de 100 scieries, le satellite Landsat indiquait que 65 % de la couverture végétale était intacte. Mais l’IPAM a découvert que 94 % de la région avait été exploitée par les marchands de bois ou brûlée sous la canopée.

Il y a près de deux mois, la Commission de défense de l’environnement de la Chambre des députés a montré que l’arrivée de multinationales forestières dans la région amazonienne était le principal facteur ayant contribué à l’abattage.

La Commission affirme que les entreprises des États-Unis, du Canada et de l’Europe sont beaucoup plus spécialisées dans la coupe des arbres que les asiatiques, sur lesquelles retombent les principales accusations de dégradation de l’environnement de l’Amazonie.

La révélation de ces faits coïncide avec l’adoption d’une nouvelle loi qui cherche à réduire l’impunité des délits écologiques. Bien qu’elles reconnaissent qu’il s’agit d’une avancée importante, les organisations de protection de l’environnement font remarquer que le texte original de la loi - qui prévoit des peines allant jusqu’à cinq ans de prison et 44,5 millions de dollars d’amendes - a été “adouci”.

De même, le gouvernement a augmenté de 21 % la superficie forestière sous la protection de l’État avec la création de sept parcs nationaux, couvrant 2,6 millions d’hectares. D’ici 2004, l’IBAMA espère avoir étendu cette superficie à 40 millions d’hectares.

**Traduction DIAL.**

**En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.**

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEDAL (Centre d’Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18